LEMA

LA FORCE BASQUE, C'EST VOUS !

www.lemapaysbasque.eu

N°151 - Décembre 2010ko Abendua MENSUEL : 2 €



Le Pays basque n'existe pas

Retraites p. 6-7

Fédéralisme basque p. 9

Aéroport d'Hondarribia p. 13-14

Jean Pierre Ibarboure p. 20

LES CENTRISTES BASQUES
ABERTZALE BAKEZALEAK

EAJ PNB
www.eaj-pnb.eu

L'économie aussi a sa morale

La côte basque est-elle promise à un développement démographique sans précédent ? M. Jean Grenet, maire de Bayonne déploie toute son énergie en faveur de sa ville, capitale du Pays Basque. Il s'agit aujourd'hui d'une ville, globalement agréable à vivre. Au crédit de M. Grenet, ses relais à Paris pour attirer les financements nécessaires. Mais sa vision d'avenir et celle des maires d'Anglet et de Biarritz laissent songeur.

Ces derniers découvrent l'impératif écologique, demeurent incapables de mettre au point un projet commun pour « la ville BAB ». Ceux qui ont minoré depuis 15 ans, les démarches de prospective Pays Basque 2010 et 2020, créent avant tout chez nous, membres d'EAJ-PNB, une profonde méfiance et un sentiment d'insécurité.

Capital territorial ou capital financier ?

À l'heure où Pays Basque 2020 met en avant les risques sur le « capital territorial » du Pays Basque, met également en avant l'amélioration de la qualité du développement et non sa quantité, souligne la nécessité de préserver notamment le patrimoine naturel pour préparer l'avenir, comment comprendre les déclarations de M. Grenet lorsqu'il prétend vouloir une ville de Bayonne à 50 000 habitants, soit environ 10 000 personnes de plus qu'actuellement ? Les voisins concurrents, les socialistes emmanuellistes d'Anglet semblent également entrer dans la même logique du toujours plus. Face



Bayonne, une ville paisible

aux deux grandes agglomérations de Bilbao et de Bordeaux, le BAB n'a pas selon nous, une vocation de puissance, mais celle d'une zone intermédiaire de qualité.

La croissance par Ikea

Un exemple : Bordeaux et Bilbao ont leur Ikea. L'agglomération BAB doit-elle avoir le sien, sous prétexte de créer 500 emplois précaires ? Ils le seront puisque cet Ikea aura les pires difficultés à concurrencer durablement l'Ikea voisin de Bilbao situé dans un bassin de population et une clientèle potentielle de base beaucoup plus importante. L'Eurocité Saint Sébastien - Bayonne représente environ 600 000 habitants. Le bassin de vie de Bilbao englobe environ 1 million d'habitants. Conséquence : un niveau salarial faible, à prévoir. Si le but politique est d'attirer des « Espagnols » de St Sébastien, pour affaiblir l'Ikea de Bilbao, autant le dire tout de suite. Mais la désillusion risque d'être grande, à moyen terme. Nouvelle voie LGV, Ikea, zone commerciale Ametzondoa, opérations de logement sur Bayonne, la logique de ce développement quantitatif est désormais plus claire. Cette agglomération urbaine du BAB y cumulait déjà un nombre record d'emplois en grande et en moyenne surface commerciale.

L'emploi, la carotte magique

Peut-on refuser la création de 500 emplois ? Oui. Le premier objectif n'est pas de fournir de l'emploi aux chômeurs locaux mais d'en attirer d'autres. On imagine par avance, leur situation de précarité avec un petit revenu et la menace à terme d'un licenciement économique, dans une zone où le prix de l'immobilier est excessif. Cela obligera beaucoup de personnes, chassées par les loyers prohibitifs du centre ville, à vivre dans le sud des Landes ou dans des villages du Pays Basque intérieur, avec comme résultat, l'obligation de se déplacer et d'accroître les embouteillages. L'UMP, le néo-RPR n'a donc tiré aucune leçon de sa politique touristique, de ses dérivés et de sa principale dérive actuelle : le choc dans la même zone, d'un boom immobilier et d'une économie trop touristique.

Pays basque 2020 aux oubliettes

Localement, il s'agit d'un bras d'honneur à Pays Basque 2010 et à Pays Basque 2020. Pays Basque 2010 était censé organiser le Pays Basque pour éviter le phénomène décrit brièvement ci-dessus, celui de « l'étalement urbain » Il conduit précisément, à des situations de vie précaires. Dans la foulée, la démarche Pays Basque 2020 avait décidé de façon consensuelle, avec l'accord en théorie des élus, de privilégier l'économie productive à l'économie résidentielle. Autrement dit, de privilégier des emplois rémunérateurs liés à la compétence humaine dans l'industrie, certains services ou l'agriculture à des revenus de rente liés à l'immobilier, au tourisme, à la retraite ou aux prestations sociales. Or, la logique super LGV, Ikea va dans ses grandes tendances à l'opposé de l'économie productive. Elle répond à un souci d'attraction de consommateurs pour des matchs de rugby ou de corridas, pour des services classiques, dans le tourisme et les services, sans emploi qualifié. L'effet induit est celui d'inciter encore davantage à l'achat de



Le député Jean Grenet défend-t-il les intérêts du Pays Basque ?

résidences secondaires et de chasser les gens pour lesquels ce pays est un outil de travail et de vie. Et si cela correspond de façon savante, à ce que l'on nomme un enfermement nationaliste, alors d'accord, on est dans de l'enfermement. Mais que les interlocuteurs qui avancent ce genre de propos, premièrement, nous disent s'ils possèdent une résidence secondaire, la leure, dans le coin ou ailleurs, pour bien s'ouvrir aux charmes de la mer ou de la montagne et deuxièmement, qu'elles précisent le montant de leurs revenus et le nombre de comptes en banque.

Oui à une économie humaine

EAJ-PNB continuera à développer un projet, celui entre autres de l'Agence de développement du Pays basque pour promouvoir des emplois productifs, notamment dans le commerce et les entreprises ouvertes à l'économie contemporaine mondialisée. Oui, une économie humaine est possible. À l'heure où les quelques grandes surfaces françaises, dans une situation de fausse concurrence oligopolistique s'entendent et deviennent moins concurrentielles sur les prix, il est temps de reprendre confiance en la capacité de proposer autre chose. Le centralisme politique et économique français n'est pas une fatalité. Prenons-nous en main.

Beñat Oteiza

L'avenir du Pays Basque

Après 6 mois de préparation, de suspense, de luttes internes, la désignation des membres du nouveau gouvernement UMP aboutit à un résultat médiocre ; on prend les mêmes ; on enlève ceux et celles qui gênent, pour renforcer l'UMP. Ainsi, la campagne présidentielle peut commencer avec notre président, comme leader. Il appelle cela un gouvernement restreint et dynamique ; le même nombre de ministres ; moins de secrétaires d'États, *“ moins de perpective d'amélioration de la vie des Francais et de leur avenir ”* ; le travail ne se réalise pas tout seul.

À l'issue de toutes ces manifestations, en faveur d'une retraite digne, en faveur de tous les employés et artisans masculins ou féminins ; le droit de pouvoir vivre dignement de son travail, est fondamental afin d'éviter de dépendre des associations. *“Les salaires sont trop bas, la vie trop chère”*. Comment un gouvernement de notre pays, peut-il accepter cela ? Notre Président n'est pas vraiment préoccuppé, car les dépenses suivent leurs cours achat de son avion en son nom s'il vous plaît, augmentation des salaires pour nos dirigeants, les dépenses de fonctionnement qui ne baissent pas. *« Cela ne les gênent-ils pas ? »*. Est-ce une manière de diriger notre pays, dans la crise actuelle ?

J'aurais bien apprécié comme d'autres Francais que notre président et des ministres et tous les autres membres, députés, sénateurs, et bien entendu, ceux qui disposent de plusieurs revenus décident de donner une partie du leur, aux associations d'entraides aux personnes en détresse : secours catholique, croix rouge… Le peuple qui est touché dans sa dignité et dans sa vie n'aura plus rien à perdre à descendre dans la rue. Cela n’est pas digne d'un grand pays qui se dit démocratique. Quand la rue bouge, nous ne savons pas où cela peut s'arrêter.

Je voudrais lancer un appel à toute la population du Pays Basque, pour que nous prenions en main l'avenir de ce Pays Basque, sans attendre le salut des autres. Je vous livre mon opinion pour que cela évolue ; ne donner aucune de nos voix aux grands partis centralisateurs qui nous gouvernent, depuis Paris sans connaître ou reconnaitre nos besoins. Nous devons réagir pour préparer l'avenir du pays et celui de nos descendants. Notre région est bien spécifique par notre culture, notre langue, notre façon de vivre et de respecter nos coutumes. Nous devons conserver ce que nos ancêtres nous léguent en l'améliorant.

L'avenir est dans la proximité politique, celle des collectivités territoriales comme celles du Pays Basque. L'Europe : Paris - Bordeaux - Pau devrait entendre nos revendications et nous écouter. Pour cela, nous devons être forts et optimistes, malgré les difficultés. La prochaine échéance électorale a lieu dans quelques mois, en 2011 ; à nous d'accomplir notre devoir en tenant compte de la réalité actuelle, des évolutions que nous devons réaliser, pour bénéficier du meilleur de notre cher Pays Basque : Éducation, préparation optimale des jeunes, des ouvriers, des cadres, des employeurs : l'avenir est dans la polyvalence pour pouvoir suivre ou modifier l'évolution de ce monde. Aider les entreprises à se développer. Aider les personnes agées dans leur vie courante. Réaliser une analyse sérieuse et globale de l'aménagement du territoire : axes routiers, ferroviaires du Pays Basque, liant toutes les villes et villages du nord et du sud ; en diminuant le maximun de véhicules sur nos routes. Je terminerai par un message d'espoir et d'avenir. LA PAIX pour le Pays Basque et dans le monde, un désir de partager l'espérance et la joie à l'approche de NOËL NOUS DONNE la force de vivre ensemble dans l'amour et le respect de tous. JOYEUX NOËL !

BONNE SANTÉ BONNE JOYEUSE ANNÉE 2011

Iñaki Ibarloza,
Président de l’Ipar Buru Batzar, la direction régionale d’EAJ-PNB (2000-2004),
Conseiller municipal de Ziburu - Ciboure

Kasu, Bizkaitar anai handiak hauteskunde kanpainan sartzen dira.
Kasu egin ezazue, Gorka begiratzen zaituzte ere !



Kasu, les grands frères biscayens entrent en campagne électorale.
Méfiez-vous, Gorka vous observe !

Euskaltzaindia Baionan Xarles Videgain – en sartzea

Baionako Antzoki (teatro) ederrean egin du X.Videgainek Euskaltzaindian sartzea joan den urriaren 30ean. Hanitz jende bildu da karia hortarat, 300 bat jende. Bi hitzaldi zoragarriak eman dituzte bai X. Videgain euskaltzain berriak, bai Beñat Oyharçabal haren errezebitzaileak.

Hitzaldiak egin aintzin, Antzokiaren aintzinean lehen ongi etorria Angeluarrak dantza taldeak eman du aurresku eder batekin denek txalotu dutena. Jean René Etchegaray alkate ordea izan da barnean denak hartu dituena. Eskertu du Euskaltzaindia, deraman sail aberatsaren gatik eta laudatu Xarles Videgain, bera baionesa, hor sortua eta hor bizi. Eta oroitarazi du Baionako hiria euskal kulturaren sustatzaile dela.

Andres Urrutia euskaltzainburuak hitzaldi kartsu batekin azpimarratu du zoin atsegingarriak diren holako egunak.

Oztibarren gaindi

Lehen hitzaldi horiek egin ondoan, bi euskaltzain Jean Haritschelhar eta Patxi Uribarren joan dira Videgain-en xeka aretoan sar arazi dute, sarrerako hitzaldia emaiteko hitzaldia aberatsa eta hunkigarria izan da. Videgain-ek kondatu ditu haur eta gazte denborako zenbait oroitzapen. Bereziki nola joaiten zen udan 3 hilabetez Ostibarre aldera eta han sakondu zuela euskara mintzaira bezala. Gero kondatu du Baionari zoin atxikia den eta aipatu ditu idazle batzuen ikus moldeak Baionari buruz : Roland Barthes, Paul Gadenne eta Claude Vernet margolaria. Gero erakutsi du nolako saila den atlasgintza, zenbat har eman ukan duen herriz herri ibiltzearekin hitzen miatzen eta zenbat traba kausitzen dituen holako lan batean. Eskertu ditu euskaltzale lanetan lagundu dioten guziak. Atlas baten egitea hizkuntzari buruz, ez baita lan ttipia. Bi liburu badira ja agertuak eta beste 8 ondotik jinen.

Errefera eman dio Beñat Oyharçabal-ek, hitzaldi biziki fin eta aberats batekin. Rimbaud frantses olerkariak bere « bokalen musika » delakoan oinarritua. Aipatu ditu Videgain-en harat bere bizian Elizondo-Bozatetik haste, Alduden, Bizkaian eta bereziki Berrizen (andrea horkoa baitu) eta abar…

Denak xoraturik egon gira kalitate handiko hitzaldi hoien entzuten.

Gauza bat halere jin zaut bururat : nola bi euskaltzain gazte, biak Unibersiteriak, bakarrik autore frantsesak aipatu dituzten beren hitzaldietan. Ez dugu entzun ez Axular, ez Etxepare edo Lizardi edo Arestiren erranaldirik. Horrek erran nahi ote du, nahiz euskara zoragarrian mintzatu, arras frantses giro eta erreferentziekin bizi direla ?

Bururatzeko Andres Urrutiak eman dizkio Xarles Videgain-i bere euskaltzain kargu berriaren seinale eta ageriako ondotik gaitzeko aperitibo-lunch eder bat ukan dugu antzokiaren sarrerako gelan.

Ibarretxe

Urri bukaeran Bruselas-en zen Aldeko diputatuek gomitaturik esplikatzeko ze errezeta erabili duen Euskadiko ekonomia orain den mailara altxatzeko. Usaiako Ikerketa + Garapena + Berrikuntzaren aplikaziotik hara emendotu du « K » bat bere formulari : K horrek erakusten du hizkuntza eta kultura. « Guk, euskal herrian garatu badugu proeiktu bat nahiko sanoa eta orekatua ekonomian eta sozial arloan, hori gertatu da gure identitatea sakondu dugulako. Formula horri esker 2007an gure errenta por capita heltzen da Europako errenta erditsuko %138ra, 22 pondu 1998an baino gehiago, Espainiakoa igotzen zelarik %35,6tik %106,9era denbora berean.

Baina Ibarretxerendako ezaugarri aipagarriena da giza garapenaren indizea, azken hau ONUk asmatua. Sail hortan, ezaugarri horrekin, Euskadi heltzen zen 2007an Europa guziko hirugarren tokira Islandia eta Norvegiaren ondotik.

Ondotik munduko egoera ekonomikoa aipatu du eta oroitarazi Amin Maalouf idazle famatuak ziola *« XXIgarren mendean sartu gira ipar arratzik gabe ». « Orain mundu berri bat, errealitate berri bat eraiki behar da, ez ekonomia konpondu. Errealitate berri hortan ongi etorriak senditu behar gira ez deuseztuak ». « Oraingo krisia oroz gainetik, desastre etiko bat da (ik. Irak). Biolentzia globalizatzea eta ez giza eskubideak, hori da XXIgarren mende hastapen huntan egiten den huts handiena ».*

« Ibarretxe Doktor »

Eta hara nun Donostiko kanpusean Ibarretxek aurkezten duela bere ekonomia tesia *« Garapen iraunkorra ekonomia jasangarri batean, etika errespetatuz ».* Anitz entzule bazituen merkatua eta humanismoa eskuz esku ibiltzea nahi duen Ibarretxek Jaunak. Epai mahaiak eman dio Doktor titulua *« cum laude », beraz goreneko kalifikazionearekin. Jende anitz, politikari, ekonomilari, unibersitari, enpresa buru, sindikalista etorriak ziren hamar urtez (1998-2008) Euskadiko lehendakari aparta izan den gizon horren entzutera.*

Hortik segidan egin bilkura batean berriz aipatu du « erabakitzeko eskubidea » -ren inportantzia. *« Gaurko Europan Estadu bat izan behar bada entzuna izaiteko, nik nahi dut Estadu bat izan »* erran du, Euskadiren egoera aipatuz bixtan da.



« Memoria Politikoak »

Bai euskaraz bai espainolez ezarri ditu liburutan bere memoria politikoak. « Geroa gurea da » euskaraz eta « El futuro nos pertenece » espainolez, Alberdania editorialean. Koldo Ordozgoiti idazleak egin du lan hori. Ordozgoiti jauna Kultura saileko boz eramailea zen eta Miren Azkaratekin lan egiten zuen. Bere familia iparraldeko Senperekoa da sortzez.

Liburu hortan esplikatzen du zer izan diren bere gobernuko 10 urteak xehetasun anitzekin. Irakurtzekoa dudarik gabe !

Ramuntxo Kanblong

CCI à l'étroit

Il n'y aura qu'une seule liste en lice pour le renouvellement des élus à la CCI de Bayonne Pays basque. L'explication semble simple : cette liste réunit les 3 entités patronales locales, la CGPME, le MEDEF et Lantegiak. Mais en cherchant plus loin, il semble surtout qu'en faisant l'union, les entrepreneurs basques espèrent mieux être entendus à Bordeaux, qui aura bientôt son mot à dire dans la vie des CCI départementales, dont celle du Pays Basque. Comme le dit sans s'en cacher, la tête de liste du Pays basque, André Garreta : *« S'il y a peu de votants on aura moins de légitimité à représenter notre territoire et c'est la porte ouverte à un jacobinisme exacerbé de Bordeaux. Il ne nous restera que des miettes »*.
Conclusion : restons optimistes et imaginons que les entrepreneurs basques vont voter en masse et que l'autonomie de la CCI locale continuera d'exister. Pour ceux qui le seraient moins (les plus réalistes ?), il reste à multiplier les ponts avec les chambres de commerce de Gizpukoa et de Navarre pour dépasser un cadre franco-français décidément très rétréci.

Le Consorcio suit sa voie

En toute discrétion, le Consorcio Bidasoa – Txingudi continue de suivre son chemin. Lancé voilà 12 ans, cette structure de droit espagnol (consorcio) regroupe les 3 villes qui avant se regardaient un peu en chien de faïence : Hendaia, Irun et Hondarribia, soit quand même pas loin de 90 000 habitants. L'actualité c'est la passation, sans heurt, du fauteuil de président de Jean Baptiste Sallaberry, le maire d'Hendaia, à son collègue d'Hondarribia, Aitor Kerejeta.
Précisons que le Consorcio n'est pas qu'une idée en l'air puisque des actions concrètes ont été menées entre les 3 partenaires. Et actuellement, ils planchent sur le médical, avec la coopération entre hôpitaux de Bayonne et Irun et les 2 centres des pompiers d'Hendaia et Irun. Et tout cela fonctionne, alors que les maires n'ont pas forcément la même étiquette politique (EAJ-PNB à Hondarribia, PS à Irun et indépendant à Hendaia). Le travail transfrontalier serait-il un bon élixir contre les querelles politiciennes ? Réponse en mai prochain après les élections municipales au sud de la Bidasoa…

À gauche toute !

En ce moment, les socialistes ne ratent pas une occasion de dire tout le bien qu'ils pensent des abertzale, du moins ceux de gauche. Et ne croyez pas que c'est dû à l'échéance des élections cantonales qui arrive à grand pas ! Non. Si il y a un tel assaut d'amabilité c'est parce que chez Euskal herria bai, on donne aussi des gages de bonne volonté. Xabi Larralde, l'un des leaders de Batasuna n'a t-il pas dit *« je crois qu'il y a un enjeu majeur qui consiste à battre la droite, l'alliance UMP-Modem »*. Autrement dit, même les candidats centristes et euskalzale ne seraient pas dignes de recevoir un vote abertzale au second tour face à un candidat de gauche jacobin. Il n'est pas sûr que les électeurs de EHB l'entendent de cette oreille, surtout quand l'on sait que le futur président (si le PS l'emportait) serait un certain Jo Labazée qui n'a jamais montré de franche sympathie pour tout ce qui ressemble à du communautarisme. Alors, pour les basques, pensez donc !

Le choix basque

En parlant des élections cantonales de mars prochain, les titres dans la presse sont sans équivoque : rassemblement abertzale, union abertzale, alliance abertzale. C'est un peu vite dit. Car il manque un des acteurs clés de la famille, EAJ-PNB qui représente l'aile centriste de l'échiquier politique basque. Alors, il serait bienvenu de dire rassemblement ou union des abertzale de gauche puisque seuls AB, Batasuna et EA composent la plateforme électorale Euskal herria bai (EHB). Du coup, les électeurs euskalzale auront le choix entre des partis qui mettent les intérêts du Pays Basque en avant mais qui proposent deux visions différentes de la société.

La der des der ?

Une fois de plus, un groupe de députés a déposé une proposition de loi en faveur des langues régionales à l'assemblée nationale à Paris. Passons sur les bisbilles entre rédacteurs de gauche et de droite et félicitons nous qu'une nouvelle fois, 70 députés pensent que la France, ce n'est pas que le français. En parcourant, la liste des promoteurs de cette proposition de loi, on relève sans surprise les noms de députés bretons, corses, occitans ou alsaciens. À la pointe, on trouve toujours le député UMP breton Marc Le Fur et son homologue socialiste Jean Jacques Urvoas.
Mais il reste à convaincre les 507 autres députés, qui bien souvent n'ont pas de langue « régionale » à défendre dans leur circonscription. Et il faudra toute l'énergie (et un coup de pouce du gouvernement ?) des 70 députés pour que la proposition aboutisse et pour qu'enfin la France ne pense plus comme un certain abbé Grégoire qui pendant la Révolution française écrivait : « *On peut uniformiser le langage d'une grande nation… Cette entreprise… est digne du peuple français… qui doit être jaloux de consacrer au plus tôt, dans une république une et indivisible, l'usage unique et invariable de la langue de la liberté* ».

Les archives à la maison

C'est un peu avant les vacances estivales que le pôle flambant neuf des archives du Pays Basque avait ouvert ses portes au 39 avenue Duvergier de Hauranne à Bayonne. Mais ce n'est qu'en ce début novembre qu'il a été officiellement inauguré. L'occasion de découvrir ses 11 kilomètres de rayonnage et ses millions d'images numériques et d'aller à la rencontre de ses 13 animateurs. Les archives des communes y seront versées et certaines ont même passé une convention en ce sens comme Bayonne, Hendaye, Boucau ou encore Mauléon. Une façon d'éviter que certaines archives ne se perdent, de nombreuses communes du Pays Basque ayant longtemps « oublié » d'envoyer leurs archives à Pau. Cette inauguration aura aussi marqué le succès d'un mouvement non-violent, les démo, qui avait milité pour la création de ce pôle d'archives en Pays Basque.

Art nouveau

C'est l'Hendaiar Amets Arzallus qui a remporté le championnat des bertsulari du Pays Basque nord. Au delà de ce succès devant plus de 2000 personnes, à Donibane Lohitzun, le 13 novembre dernier, on retiendra la richesse d'un art que l'on craignait moribond de ce côté ci de la Bidasoa. Les anciens ont fait leur part de travail. Les ikastola et les écoles de bertso aussi. Et on ne s'étonnera pas de voir que la moyenne d'âge des 8 qualifiés n'atteint pas 30 ans : Amets Arzallus a 27 ans, le deuxième, Odei Barroso, 22, et le 3ème, Sustrai Colina, 28. On notera le joli parcours de Joanes Etxebarria qui, pour sa 1ère participation, se classe 4ème et qui a la particularité de versifier en souletin.

Le rendez-vous râté de la réforme des retraites

La réforme des retraites est votée, promulguée, validée par le Conseil constitutionnel. Elle s'appliquera. Sarkozy a réussi son pari. Une victoire à la Pyrrhus, dont les effets néfastes pour le Chef de l'État péseront sur la campagne de 2012. Mais il est temps de tirer quelques enseignements de cette réforme, de sa philosophie et de sa gestion calamiteuse. Commençons par mettre les points sur les "i" à quelques idées reçues.

Une réforme qu'on ne pouvait repousser indéfiniment

Tout d'abord, le Gouverment avait raison de ne pas repousser aux calendes grecques le deuxième volet de la réforme des retraites, car on l'oublie un peu vite, cette nouvelle étape était inscrite dans la réforme Fillon de 2003. Sarkozy a eu raison de faire preuve de volontarisme, sur le principe en tout cas. La gauche institutionnelle, PS en tête, est malheureusement passée maîtresse dans l'art consommé d'esquiver les réformes qui fâchent… Mais volontarisme ne signifie ni précipitation, ni autisme !

Une parodie de négociation et une méthode catastrophique

Le Gouvernement s'est enfermé dès le début dans une parodie de négociation qui ne pouvait que mener à la confrontation sociale. Dieu sait que les syndicats, CFDT et CGT en particulier, étaient disposés à contribuer à une réforme d'ampleur… mais le ministre Woerth et ses patrons avaient fixé le tempo, le contour et le contenu de la concertation avant même son début. Étrange façon de négocier quand on vous signifie dès le départ que rien n'est négociable, si ce n'est la portion congrue, pour ne pas dire les miettes…

L'échec annoncé de "stratégie de la rue"

La "stratégie de la rue", choisie par l'intersyndicale, ne pouvait résister longtemps à l'effet d'épuisement, aux inévitables divergences tactiques et finalement, s'est brisée face à l'immobilisme du Président.
Dans cette confrontation sociale, dont les sondages ne pouvaient refléter la vraie nature, ce sont les éternels bataillons de fonctionnaires qui ont inondé les rues… et qui sont restés les seuls à battre le pavé début novembre. Les Français aiment contester par procuration. Mais la lassitude et la résignation sont les armes les plus efficaces du pouvoir. L'extrême gauche relayée ici par une partie de la gauche abertzale pouvait bien attendre le "grand soir". Ce sera pour plus tard.



Un faux prétexte démographique

Cependant, si la réforme était mauvaise dans la méthode suivie par le Gouvernement et un peu naïve dans la réponse de la rue, c'est bien sûr dans sa philosophie qu'elle pose problème.

Premièrement, la modification du régime des retraites dans son Acte II repose sur une analyse statistique dévoyée… et les conclusions qu'en a tiré le Gouvernement sont erronées, et pour une part, malhonnêtes : l'allongement de la durée de la vie est une donnée extrémement perverse. Elle ne fait que couvrir d'insupportables injustices : les inégalités hommes / femmes, les profonds écarts entre catégories socio-professionnelles, la dépendance sanitaire et sociale de plus en plus forte après 70 ans… Autrement dit, ce simple paramètre démographique n'aurait jamais dû servir de mètre-étalon de la réforme.

Deuxièmement, si l'âge légal de départ à la retraite était jusqu'alors fixé à 60 ans, il faut préciser que l'âge moyen de départ effectif à la retraite est de 58,8 ans en France – le plus bas d'Europe. Or, cette réalité tient malheureusement au déficit d'emploi des seniors… Là aussi la donnée statistique trouve vite ses limites.

Troisièmement, aucune réforme d'ampleur ne peut être acceptée sans que l'effort soit partagé, ou pour le moins, sans le sentiment que l'effort est partagé. Les régimes spéciaux sont nombreux et souvent le fruit de circonstances historiques, qui ne se justifient plus aujourd'hui. Le régime particulier des retraites des fonctionnaires de l'État, quant à lui, est une incongruité, car il relève de la caisse commune du budget de l'État. Certes, les millions de fonctionnaires ne sont pas des privilégiés, loin s'en faut. Et ils ne doivent pas payer seuls la facture de l'alignement progressif sur le régime du privé. Mais le cas des fonctionnaires de l'État, et dans une moindre mesure, celui des fonctionnaires territoriaux et hospitaliers, ne peut pas être traitée de façon isolée.

Remettre en question le "pacte républicain" de la Libération ?

Mais plus encore, c'est la philosophie même de la réforme qui est à revoir. Le consensus national sur la retraite par répartition, sur la solidarité entre générations est l'un des



ciments du "vivre ensemble" de la société française, et on peut imaginer cet attachement est aussi fort en Pays Basque qu'en Picardie ou en Corse. Ce n'est pas cet aspect du "Pacte républicain" de la Libération qui pose difficulté. C'est plutôt le dogme selon lequel les pensions des retraités doivent être financées par l'ensemble des salariés. Cette belle et généreuse idée avait tout son sens au sortir de la guerre, lorsque le taux de croissance à deux chiffres de l'économie française rimait avec plein emploi. Mais aujourd'hui, le vieillissement de la population, le chômage endémique et la croissance au ralenti remettent profondément en cause ce dogme.

Une nouvelle approche de la solidarité nationale : repenser le "contrat social"

La seule véritable façon de garantir la retraite par répartition pour tous, et à un niveau décent, passe désormais par une nouvelle approche économique et sociale. Il faut repenser le "contrat social" qui fonde les retraites. Ce ne sont plus seulement les revenus du travail direct qui doivent financer les pensions, mais l'ensemble des revenus, directs et indirects, c'est à dire les revenus du travail, mais aussi les revenus du patrimoine et du capital.

Ce n'est pas une question d'idéologie, mais un choix de société : la retraite est un revenu différé du travail. Alors, pourquoi les revenus de l'héritage, du patrimoine ou du capital, les flux financiers notamment, ne contribueraient pas également et pour une part équitable à l'effort national. Trois exemples : les plus-values de revente des entreprises, les gains des assurances vie, la transmission du patrimoine au-delà d'un certain seuil…
Le Gouvernement en a compris l'impérieuse nécessité, lui qui a ouvert timidement – et à contre coeur - la porte à la taxation du capital. La gauche institutionnelle a bien, quant à elle, intégrer cette dimension dans son projet pour les retraites, mais son approche reste limitée, et purement technique : trouver d'autres sources de financement. Mais ce n'est pas suffisant. Il faut avoir du courage : c'est de la refonte du "pacte républicain de la Libération" dont il est question, une véritable révolution dans l'effort de solidarité nationale.

Pas de réforme en profondeur sans concertation durable

Mais bien sûr, une telle réforme en profondeur ne peut être imposée en quelques semaines, ni par la rue, ni par le Président. Cette réforme ne sera possible que par une véritable et large concertation entre les partenaires sociaux, avec un calendrier et une méthode, et au final, un débat parlementaire réel, et pourquoi pas un referendum.



Alors, et seulement alors, les autres dimensions de l'avenir des retraites pourront être abordées et traitées utilement : individualisation des parcours (retraite par points ?), prise en compte de la pénibilité, convergence progressive mais réelle du régime général et des régimes spéciaux, évolution du régime des fonctionnaires…

Pas de réforme durable sans une véritable politique européenne de l'emploi

Enfin, c'est une véritable politique de l'emploi, appuyée sur un retour de la croissance économique, qui créera les conditions d'une solution à long terme du financement des pensions. Si les réformes structurelles des régimes de retraite relèvent certainement du niveau national, dans les États peu décentralisés en tout cas, les conditions économiques du plein emploi impliquent, elles, fortement l'Union Européenne. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle la stratégie 2020 de l'Europe repose sur l'accès des jeunes à l'emploi et sur le maintien des seniors dans le circuit économique.

La réforme des retraites n'est pas définitive. Le prochain rendez-vous, fixé à 2013, doit être l'occasion d'une réflexion large, dépassionnée et démocratique, pour assurer durablement l'avenir de nos retraites, dans un souci de transparence, d'efficacité et de justice sociale.

Manu

LEMA
LA VRAIE FORCE BASQUE, C'EST VOUS !

Mensuel d'opinion basque

25, rue Thiers - 64100 BAIONA
Tél. : 05 59 46 15 34 - Fax : 05 59 59 54 84
Directeur de la publication : Beñat OTEIZA
b.oteiza@eaj-pnb.eu

Imprimerie Arizmendi - Place de la gare, Saint-Jean-Pied-de-Port
Design graphique / mise en page : Izar Design

N° CPPAP 0613 P 11238

Lettre ouverte à Herman Van Rompuy

M. Van Rompuy, l'actuel Président permanent de l'Union Européenne prétend ne pas connaître de partis nationalistes pro-européens. Mme Izaskun Bilbao l'actuelle euro députée d'EAJ-PNB lui propose une histoire volontairement peu connue de la construction européenne.

M. Van Rompuy : j'ai confiance en votre compétence, concernant le rôle que vous jouez et l'institution que vous incarnez. Je vous encourage à voir dans le Parti Nationaliste basque, un allié dans le travail que vous menez tous les jours. Je dis ceci parce que j'ai lu certaines de vos déclarations, réalisées sur un plateau de la télévision flamande, où vous disiez *« ne connaître aucun parti nationaliste qui soit européiste ».* J'espère que vous changerez d'avis après ces quelques lignes.

J'ai eu l'occasion de vous connaître personnellement, lors d'une réunion, au Parlement basque avec le groupe ALDE, le 12 mai dernier. Je vous rappelle peut-être l'appui de mon Parti, le Parti Nationaliste Basque, concernant l'institution que vous incarnez, celle de la présidence permanente. En retour, je vous demande la mise en place d'un projet clair d'institutionnalisation européenne, un développement exhaustif du Traité Européen et un leadership clair et perceptible. Cette demande d'une plus grande transparence est nécessaire pour l'Europe, en laquelle nous croyons, celle que nous avons toujours soutenue, une véritable union des nations et des États qui cohabitent sur ce continent.

Précisément pour cela, durant la session plenière de bilan de la présidence espagnole, la première après l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, j'ai défendu sans réserve la fin du système des présidences semestrielles, parce que la présidence permanente que vous assurez me paraît beaucoup plus consistante. Je reconnais votre mérite comme facilitateur d'accords sur des thèmes aussi importants que la gouvernance économique et la supervision financière qui peut-être n'auraient pas été possibles sans la discrète gestion que vous avez développée dans l'ombre.

Cela n'a pas empêché que cela soit interdit, sans doute et simplement par simples jalousies. Dans tous les cas, sachez que vous pouvez compter sur toute ma reconnaissance et mon soutien.

Après ces premières considérations, j'aimerai que vous nous connaissiez mieux. Le Parti Nationaliste Basque est fédéraliste et européiste depuis que ces idées ont commencé à guider l'Europe et il l'a toujours démontré dans les faits, pas seulement avec des mots ou des déclarations faîtes pour remplir des papiers, lors de ses Assemblées. Notre organisation interne est fédérale. Nous appliquons la décentralisation et l'intégration dans notre propre réalité institutionnelle. Mais de plus, nous sommes profondément européistes. À l'issue de la



Mme Izaskun Bilbao défend les intérêts des Basques du sud et du nord

guerre d'Espagne et en pleine dictature franquiste, nos dirigeants les plus remarquables, encore en exil, ont participé activement à la création des Nouvelles Equipes Internationales de la Démocratie Chrétienne Européenne. Ils ont pris part également à des initiatives comme la création du Mouvement européen. Le premier président du Gouvernement basque, Jose Antonio Agirre y Lekube s'est intégré et a impulsé ces initiatives de façon enthousiaste, en tenant compte de notre modeste dimension comme nation européenne. Chargé de cette mission, il connut et négocia avec les Pères de l'Union, des personnes comme De Gasperi, Schuman ou Adenauer.

Pour nous, le fédéralisme a toujours été un système d'organisation efficient et pluraliste, un processus adéquat pour canaliser nos problèmes de reconnaissance nationale. Cela nous paraît en plus, un mécanisme concret et possible de coopération, de construction d'une Europe unie, édifiée dans la transparence d'en-bas jusqu'en haut. Le concept de base se nomme intégration. Pour cela, l'Union a commencé à devenir l'Europe des peuples, une idée réfléchie pour obtenir la somme réelle de toutes les réalités institutionnelles, culturelles et historiques qui composent la photographie réelle de l'Europe.

Sous le mandat d'EAJ-PNB, la Communauté autonome basque, cela n'est pas un hasard, a été la première région de l'État espagnol à ouvrir une délégation, à Bruxelles, que les autorités de l'État saluèrent par un recours, devant notre Cour Constitutionnelle et qu'ils perdirent par excès de nationalisme. Cette sentence en main, les régions et les nationalités incluses imitèrent cet exemple, sous le royaume d'Espagne. Grâce à notre pouvoir parlementaire, nous avons également intégré avec enthousiasme, la CALRE et nous dirigeons en son sein un projet sur la démocratie, la participation et les nouvelles technologies. Moi-même, j'ai été présidente de cette organisation, en 2008, période durant laquelle, nous avons étroitement collaboré avec le Comité des Régions et les institutions européennes à développer des expériences qui nous permettent de mettre en marche le protocole de subsidiarité.

Pour continuer à fournir des centaines de données et de référence, mais il s'agit là d'un espace réservé aux livres qui accompagnent cette carte, je me permets de vous transmettre une édition multilingue de notre contribution à la convention européenne et un livre qui résume notre trajectoire durant la post-guerre espagnole et européenne : *station Europe*. Je vous recommenderai en plus, la lecture de tout un

traité sur le fédéralisme. *La cause du peuple basque*, écrite par le vice-président du premier gouvernement basque et également membre d'EAJ-PNB, Francisco Javier de Landaburu. Et comme l'Europe est également une affaire de valeurs, je vous fais également parvenir *De Gernika a Nueva York pasando por Berlin*, écrite par Jose Antonio de Agirre, notre premier président (Lehendakari). Dans ses pages, vous trouverez la radiographie d'une persécution contre une personne et la citoyenneté qu'elle a représentée. Pour cela, nous vous invitons à l'examiner avec curiosité et sans préjugé. Jamais, vous ne trouverez dans nos comportements de localisme ou de nationalisme, à la manière de certains États. Comme le disent les membres du groupe Spinelli, récemment constitué dont le chef de file est M. Guy Verhofstadt, ce type de comportement est une idée du passé et un réel obstacle pour que l'Europe obtienne un jour une voix puissante, propre et unique dans le concert international.

Izaskun Bilbao Barandika
Europarlementaire d'EAJ-PNB

Urkullu a rappelé à Van Rompuy, l´européisme d´EAJ-PNB



M. Van Rompuy préside l'Union Européenne

Le président de l'Euzkadi Buru Batzar transmettra à Herman Van Rompuy, un recueil de documents certifiant le parcours européiste du mouvement jeltzale. Il s'agira de la meilleure réponse à apporter, suite aux déclarations du président permanent de l'Union européenne, réalisées à la télévision flamande. Rompuy y avait affirmé ne pas connaître de partis nationalistes, favorables à la construction européenne.

Izaskun Bilbao Barandika, l'eurodéputée d'EAJ-PNB a affirmé qu'" *elle sera responsable de transmettre le témoignage de l'engagement pro-européen d'Euzko Alderdi Jeltzalea, en tant que parti abertzale, au président permanent de l'Union européenne. S'il y a un mouvement politique qui dans une affirmation d'une Europe des nations a apporté dès le départ, sa contribution au projet européen, c'est bien Euzko Alderdi Jeltzalea.*"

Parmi les documents à remettre à M. Van Rompuy, Iñigo Urkullu a informé qu'il y aura la thèse de Leire Arrieta, intitulée " la station Europe" qui retrace la trajectoire du Parti Nationaliste Basque, face à la construction européenne. De même, le président de l'Union européenne recevra les propositions d'EAJ-PNB, lors de la Convention européenne. Ces documents sont édités par la Fondation Sabino Arana Goiri.

Urkullu a qualifié de "très faciles" les critiques qui sont habituellement formulées à propos du terme nationaliste. " *On essaie toujours d'associer ce terme à des postures radicales, xénophobes et maximalistes, y compris celles de nazi. Nous rappelons toujours que notre nationalisme consiste à aimer ce que nous sommes sans rejeter ce que nous ne sommes pas ou ce que les autres aiment. En cela, nous croyons que la construction européenne doit se baser précisément sur le respect de la diversité.* "

Le président de l'EBB a réalisé cette annonce, dans le cadre du Congrès du Parti Démocrate Européen qui s'est tenu, le week-end dernier à Bruxelles. Cette formation englobe EAJ-PNB, au niveau continental. Suite à la réunion du Conseil de direction de cette formation, Urkullu a informé qu'une session ordinaire a traité de quatre thèmes : l'environnement, le changement climatique, les politiques sociales et l'immigration. Il s'agit des thèmes que coordonne la formation jeltzale.

Le Parti Démocrate Européen nomme Iñigo Urkullu, comme vice-président

Iñigo Urkullu, le président de l'Euzkadi Buru Batzar, la direction nationale d'EAJ-PNB a été nommé vice-président du Parti Démocrate Européen. Ce Parti est composé entre autres, du Modem de François Bayrou, de la Margherita de Francisco Rutelli ou de l'Union Démocratique de Catalogne. Cette nomination officielle s'est réalisée dans le cadre du Congrès Extraordinaire que le PDE a célébré ces derniers jours, à Bruxelles. Par ailleurs, les rapports politiques de l'alliance européenne ont été validés, dans le cadre de ce Congrès.



Pays basque 2020 ou l'ill

Avant même la théorisation de la " démocratie participative ", le Pays Basque nord a expérime entre les habitants et les responsables politiques. Cela doit permettre en théorie aux élus locau Camblong, ancien président du Conseil de développement et d'EAJ-PNB, en Pays Basque nord po

Deux structures au service d'un territoire

Le Conseil de Développement du Pays Basque

Crée le 9 juillet 1994, le Conseil de développement est une association qui rassemble les principales structures du territoire réparties en 7 collèges (121 membres) : les représentants des activités économiques et sociales, le collège enseignement/formation / culture, le collège activités sociales et sanitaires (crée à la suite des travaux de Pays Basque 2020), celui des administrations, un collège d'élus, un collège de personnalités qualifiées et enfin celui des membres de droit.

Le Conseil de développement a pour objet de contribuer au développement global, cohérent et harmonieux du Pays Basque, à l'aménagement de son territoire et à la coopération transfrontalière.

Il constitue à la fois un lieu de débat, un laboratoire d'idées et un organe de propositions pour faire évoluer les politiques publiques et les pratiques professionnelles.

Son action se concrétise par la réalisation d'avis, d'études, d'évaluations ou au travers de l'élaboration du projet de territoire.

Le Conseil des élus du Pays Basque

Créé en février 1995, le Conseil des élus est une association composée de 80 membres, dont 48 représentants des communes et structures intercommunales, 21 conseillers généraux représentant les cantons du Pays Basque, les Conseillers régionaux issus du territoire, les parlementaires nationaux et européens ainsi que le(s) membre(s) du gouvernement en exercice.

Le Conseil des élus porte le projet de territoire et constitue une force de proposition et de négociation auprès de toutes les institutions partenaires : Union européenne, État, Conseil régional, Conseil général, collectivités locales…

Les grands élus et le Conseil des élus



Comment avez-vous intégré la démarche de prospective Pays basque 2010 ?

À la fin des années 80, j'étais membre du Codil un groupe formé par le Sous Prefet composé essentiellement d'industriels qui réfléchissait sur l'avenir du Pays basque, essentiellement sur le plan économique. À l'époque, nous étions incités à développer des projets, au sein de nos entreprises. Nous avons proposé de transposer cette méthode de gestion sur le territoire du Pays Basque nord. Est-il possible d'imaginer un « projet de territoire ». Cette idée a été développé par le groupe avec les encouragements des autorités préfectorales. À la suite de cette réflexion, les forces vives du Pays Basque ont été invitées à une grande réunion, organisée, en 1992, à Saint-Palais. C'etait Pays Basque 2010. Nous étions très nombreux. Dès le départ, nous autres avions rendu public notre vision de la société. J'avais revendiqué publiquement la nécessité d'une institution, à l'époque, un département pour le Pays Basque. Quelques élus conservateurs m'avaient interpellé. Ils étaient génés par notre esprit de contestation de l'Ordre en place. Il fallait parler de développement du Pays Basque. Cela était dans le domaine de l'acceptable, mais surtout pas d'une institution. Je reste toujours persuadé qu'une institution spécifique au Pays Basque est indissociable du choix collectif de notre développement.

Pourquoi cette démarche a été impulsée par l'État, ici, en Pays Basque ?

En dehors du contexte politique, le sous-préfet et le préfet politique avaient décelé chez nous, une envie d'agir, de nous impliquer dans une démarche constructive de développement. Il faut leur reconnaître ce mérite.

Quel a été le rôle du mouvement abertzale dans le lancement de cette démarche ?

Nous étions à la fin des années 80. Les socialistes cherchaient des solutions au *« problème basque »*. M. Pierre Joxe, le ministre de l'Intérieur est venu écouter les Maires et a discuté avec l'ensemble des responsables des différentes formations abertzale. Il y avait également une réelle ouverture d'esprit de la part du préfet et du sous-préfet de l'époque. J'ignore s'il y avait une stratégie d'apaisement, mais j'ai connu à ce moment-là, une autre ambiance. Par la suite, nous autres abertzale, étions très présents dans la démarche de réflexion prospective, depuis 1992. Nos idées ont marqué ces débats. Il y a eu incontestablement une « abertzalisation » des esprits. Nous apportions des idées qui étaient reprises de façon quasi consensuelle. Nous étions convaincus de la nécessité d'un renforcement du développe-

lusion du développement

enté, depuis les années 90, une démarche locale qui répond à cette volonté de communication x de mieux connaître les problèmes des habitants et d'adopter les bonnes décisions. Ramuntxo orte son regard de praticien des machines " Pays Basque 2010 et 2020 ".

Le Conseil des élus a assumé au fil des années l'animation et la mise en oeuvre de la Convention spécifique Pays Basque, de programmes européens (Leader), et de missions environnementales (en partenariat avec l'Ademe et l'Agence de l'eau Adour)



Jean Espilondo, ou la caricature intégriste d'un socialisme intellectualiste, opposé à toute citoyenneté identitaire

Extrait du paragraphe "historique d'une démarche du fascicule "Pays basque 2020 Euskal Herria"

Le Conseil des élus, l'usine à gaz du mépris

En pratique, le Conseil des élus est à la tête d'une gouvernance "Pays Basque" usine à gaz, une simple association qui par projet négocie avec le Conseil Général des Pyrénées Atlantiques, le Conseil Régional Aquitaine, l'État et l'Europe. Les Collectivités territoriales sont représentées au sein du Conseil des élus. Jean-Jacques Lasserre (Modem) est l'actuel Président de Conseil des élus.

Pourquoi faire simple lorsque l'on peut faire compliquer ? L'État français refuse une institution du Pays Basque, pour une raison d'antiséparatisme, purement politicienne et préfère minorer le développement de ce territoire sans grand intérêt pour lui, au nom de la raison d'État. Réflexe anachronique purement nationaliste, à l'ancienne, sans aucune réflexion sur l'avenir, la construction européenne et sans enseignement du passé. Des pays comme l'Algérie ou l'Indochine sont désormais indépendants, sans que pour autant, la France ait disparu et continue à exister, notamment dans " sa francophonie ".

Pour en savoir davantage / gehiago jakiteko :
consultez le site des Conseils de développement et des élus :
http://www.lurraldea.net

Ramuntxo Camblong a été président de la direction régionale d'EAJ-PNB, en Pays Basque nord, entre 2004 et 2008. Il a également dirigé la coopérative Copelec, dans les années 80. Son engagement constant en faveur du développement économique du Pays basque l'a entraîné dès le départ dans l'aventure de Pays Basque 2010. Il en fut même l'un des promoteurs, avant de devenir le premier président du Conseil de développement. Il essaie de se souvenir.

ment industriel. Le Pays Basque nord aurait été à la fois plus développé et plus fort. Les thématiques linguistiques, culturelles, d'aménagement, d'infrastructures ont également été très importantes.

Vous devenez le premier président du Conseil de développement…

Suite à la réunion de Saint-Palais, en 1992, il y aura deux années et plusieurs réunions pour fixer une démarche de prospective. Le Conseil de développement, chargé de gérer cette démarche de réflexion prospective est créé en Juillet 1994. Nous sommes deux candidats en lice pour le poste de président. Je suis élu à une large majorité, par le Conseil d'administration lui-même récemment élu. C'est une réelle reconnaissance du travail et de la participation des abertzale.

Quel a été le travail de ce Conseil ?

Nous avons lancé de grands chantiers de réflexion sur de nombreux domaines de la vie publique. Des acteurs de tous les horizons des élus locaux, des responsables administratifs, des cadres, des chefs d'entreprises, des représentants du mouvement syndical, des leaders du monde associatif ont participé à des ateliers sur le développement économique, l'aménagement du territoire, la formation et l'Université et aussi la politique linguistique et culturelle…

Que retenez-vous particulièrement de cette période ?

Nous avions enfin l'impression de pouvoir faire avancer nos idées, en jouant un rôle de locomotive. Il y avait là un nouvel espace de liberté, avec une limite imposée par le sous-préfet et le préfet, ne jamais évoquer la question institutionnelle. Au plus fort de la pression sociale, nous avons tout de même réalisé un vote sur le département Pays Basque. 80% des gens présents à l'assemblée Générale avaient voté en faveur du département Pays Basque. Mais cette démarche ne nous a jamais permis d'obtenir un département Pays Basque.

Le Conseil d'Administration du Conseil de développement était majoritairement composé d'abertzale. Jusque-là, nous étions soumis à l'autorité de l'État, en particulier du corps préfectoral. Puis, peu à peu, les choses avaient évolué positivement. À l'époque, nous espérions que le Conseil de développement puisse contractualiser directement avec l'État.

Malheureusement, il a fallu rapidement déchanter. La création du Conseil des élus a redonné un rôle déterminant aux élus, celui de porter notre projet collectif.

Cela est légitime ?

Oui, bien sûr. Le pouvoir français a encore su une nouvelle fois, jouer à merveille la carte apparente de l'ouverture, tout en verrouillant de fait notre capacité d'initiative, puisqu'avec les élus nous avons perdu tout pouvoir de négociation du financement des projets. C'est une porte qui s'est fermée.

Pourquoi ?

Le Conseil des élus n'a jamais joué son rôle véritable de porteur du projet issu de la société civile. Nous avons adopté un schéma d'aménagement et de développement du Pays Basque, en 1997. Mais de nombreux projets n'ont jamais abouti. Il suffit de relire aujourd'hui le schéma et vous verrez le décalage avec la réalité. Le plus grand décalage se situe au niveau des infrastructures. À cette époque, nous parlions déjà de la réalisation d'un topo de l'eurocité entre Bayonne et Saint Sébastien. La voie du souffre devait être réaffectée à cet usage. Nous avions défendu l'idée d'un élargissement de l'A64, en 3 voies, de la rénovation de la route départementale Bayonne - Hasparren - Saint-Palais - Mauléon. Au final, pratiquement aucun de ces chantiers n'ont avancé ou peu avancé près de 15 ans après. Pour faire une petite comparaison, Markel Olano, élu député général du Gipuzkoa, voilà moins de 4 ans a décidé avec son équipe de lancer le chantier du contournement autoroutier de Saint Sebastien, pour des raisons de confort et de sécurité. Aujourd'hui, les travaux sont déjà achevés… et nous sommes ravis de l'emprunter pour aller à Bilbao, Gasteiz ou Pampelune.

Nous avons des cartons de dossiers, de belles paroles avec peu d'effet concret sur le terrain.

Que font les élus locaux ?

Ils défendent avant tout leurs intérêts et ceux de leur territoire, de leur ville ou de leur canton. Ils raisonnent au Conseil des élus comme dans d'autres enceintes. Certes, quelques sujets généraux ont avancé. L'Office Public de la Langue basque est une très bonne chose, mais globalement, ils n'ont pas adopté l'état d'esprit du Conseil de développement et celui voulu pour le Conseil des élus. Il s'agissait de défendre les intérêts généraux du territoire Pays Basque et non des intérêts partiels de parcelles du Pays Basque.

Avez-vous des exemples en tête ?

Lorsque j'étais délégué de la ville d'Anglet au Conseil des élus, je me souviens d'une citation de Didier Borotra à la CABAB qui résume bien cet état d'esprit : *" le Conseil des élus est intéressant. Il permet de contractualiser plus facilement entre une commune et l'État "*. En soi, il n'a pas tort. Tant mieux, si cela facilite l'avancée des projets entre la ville de Biarritz et l'État, mais où est la réflexion sur l'incidence de ces projets pour le territoire Pays Basque, dans son ensemble ? Elle est inexistante. Il n'y a jamais véritablement eu de débat de fond au Conseil des élus. Tous est déjà bien ficelé avant même la réunion entre un noyau de décideurs et les services de l'État. Ils sont maîtres de l'information pour faire ce qui les interesse seulement.



Ramuntxo Camblong avec Josu Jon Imaz, le précédent Président nationnal d'EAJ-PNB

Que ressortez-vous de positif de ces Conseils de développement et des élus ?

Il s'agit au moins d'instances qui permettent une discussion sur le Pays Basque. Imaginez qu'en 1992, nous ne disposions même pas de statistiques générales sur le Pays Basque. Un travail remarquable de fonctionnaires de l'INSEE nous a permis à l'époque de disposer d'éléments d'analyse objectifs sur notamment, l'évolution de la population, sa répartition dans l'espace basque, l'évolution économique. Il y a eu un changement de fond très important à l'heure d'aborder les projets du territoire.

Les élus ont-ils participé à ces démarches de réflexion prospective Pays Basque 2010 et 2020 ?

Les plus assidus sont devenus plus tard des leaders de leur formation respective, comme M. Brisson pour l'UMP, Frantxoa Maitia pour le PS, Jean Lissar, l'écologiste ou Jean Jacques Lasserre, le centriste. M. Lasserre a suivi de très près cette démarche. Il fut le premier président du Conseil des élus.

Ont-ils participé aux ateliers de réflexion ? D'où venaient-ils ?

Non, pas tellement. Les élus ont surtout participé aux Conseils d'Administration et aux Assemblées Générales des deux Conseils de développement et des élus. Ce sont les élus, maires ou Conseillers municipaux de la zone intermédiaire, du Labourd intérieur qui ont été les plus présents. Certains élus de l'intérieur ont également participé à ces démarches.

Quelle a été l'attitude des grands décideurs locaux, les maires de Bayonne, Anglet, Biarritz et les députés ?

Ils ont été absents des réunions de cette démarche. M. Grenet a participé à quelques Assemblées Générales. Ils ne connaissent cette démarche que par le filtre de leurs responsables administratifs. Imaginez qu'aujourd'hui, Anglet envisage de construire des Hautes Tours. Cela n'a plus rien à voir avec notre état d'esprit. En fait je pense que, " les grands élus du Pays Basque " ne se sont jamais appropriés les deux démarches Pays Basque 2010 et 2020.

Pourquoi faut-il une Collectivité territoriale du Pays Basque ?

Les carences concrètes du Conseil des élus démontrent la nécessité d'une institution qui puisse décider sur place de promouvoir un projet pour le Pays Basque. Cela est tout autant une question de reconnaissance que d'efficacité.

Jean-Baptiste Sallaberry, maire d'Hendaye : « nous faisons le maximum avec nos moyens »



Jean-Baptiste Sallaberry, maire d'Hendaye, Vice-Président de la Communauté de Communes sud Pays Basque et Vice-Président du Consorcio Bidasoa-Txingudi, s'exprime sur les enjeux d'un dossier éminemment sensible, celui de l'agrandissement de l'aéroport d'Hondarribia.

En votre qualité de Maire d'Hendaye, vous opposez-vous à l'allongement de l'aéroport d'Hondarribia ?

Avant tout, il convient de souligner que ce dossier est un sujet d'inquiétude majeure pour la population hendayaise : même si cet aéroport se situe en territoire espagnol, 70% des avions qui y décollent ou atterrissent, survolent Hendaye. Au-delà de sa configuration géographique qui en fait un des aéroports les plus dangereux d'Espagne, il faut savoir que la situation est aggravée par la question du danger aviaire (du fait de la présence de 2 réserves ornithologiques cernant l'emprise aéroportuaire).

En juillet 2009, nous avons appris par la presse, que le Gouvernement espagnol et le nouveau Gouvernement Basque venaient de signer un accord afin d'allonger la piste de l'aéroport d'Hondarribia (prolongement de 150 mètres vers le quartier Mendelu d'Hondarribia et de 50 mètres vers la mer). Ce projet est présenté par les autorités d'outre-Bidassoa comme étant exclusivement justifié par la mise en place de franges de sécurité exigées par les normes internationales de l'aviation civile. Au vu des évolutions du dossier et des réactions de responsables basques et espagnols qui sont relatées par les médias, on peut sérieusement s'interroger sur les motivations réelles d'un tel projet. Il y a manifestement une volonté claire de faire en sorte que ce projet d'allongement ait pour objectif de développer l'activité de l'aéroport en permettant l'accueil d'avions de tailles supérieures et en plus grand nombre.

Et sur ce point, il faut être clair : la Ville d'Hendaye est fermement opposée à tout projet d'allongement de la piste qui serait de nature à modifier et amplifier les capacités d'accueil de l'aéroport d'Hondarribia (permettant notamment de recevoir des appareils plus nombreux et plus volumineux).

Quelle a été votre action pour infléchir ce projet ?

Depuis un peu plus de deux ans maintenant, mon principal combat a porté sur la question du respect de l'Accord franco-espagnol du 19 mars 1992 qui réglemente le trafic aérien concernant l'aéroport d'Hondarribia, et qui en particulier, limite le nombre de vols à 24 mouvements par jour. Or, pendant des années, cette disposition était régulièrement violée par le dépassement du nombre maximum de mouvements autorisés quotidiennement.



Esplanade de la Bidassoa, à Hendaye

Depuis le début de mon mandat, je n'ai cessé de réclamer la tenue de la commission mixte intergouvernementale, l'instance chargée de suivre la bonne application de l'Accord de 1992 et qui ne s'était pas réunie depuis 2007. Après de nombreuses interventions (parfois aux plus hauts niveaux) et après avoir brandi la menace de porter l'affaire au plan pénal (en portant plainte contre X pour mise en danger de la vie d'autrui), j'ai pu obtenir gain de cause sur ce point, puisque cette fameuse commission mixte s'est enfin réunie le 16 novembre 2009 à Donosti.

Lors de cette réunion, qui s'est déroulée dans un climat quelque peu tendu, les autorités espagnoles ont réitéré leur interprétation extensive de l'Accord de 1992 en considérant qu'il ne fallait pas se baser sur un nombre de mouvements maximum par jour mais sur un volume sonore… Face à cette position de la partie espagnole (qui substitue unilatéralement une clause à une autre en parlant d'un volume sonore global et non d'un nombre maximum de mouvements), le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, qui conduisait la délégation française, a été très ferme. Il a clairement indiqué qu'on ne pouvait pas accepter plus de 24 mouvements quotidiens et qu'à défaut, il se réservait le droit de restreindre l'usage de l'espace aérien français si cela s'avérait nécessaire.

C'est la 1ère fois que le représentant de l'État français s'exprimait aussi clairement et fermement, et j'ai considéré que cette prise de position constituait une avancée significative dans ce dossier.

Quelle est votre marge de manœuvre et celle des autres municipalités du bassin de Txingudi, Irun et Hondarribia ?

Sur un sujet qui relève avant tout des relations entre deux Etats, nos capacités d'intervention, en tant que communes, sont quasi nulles. Ceci-dit, même si les décisions concernant ce dossier dépassent largement le seul cadre d'Hendaye (et d'ailleurs aussi celui des trois communes du bassin de Txingudi), il impacte directement la sécurité et la qualité de vie de la population locale. Et à ce titre, il est de mon devoir de Maire d'activer tous les leviers possibles (politiques, juridiques, médiatiques…) afin que chacun des acteurs de ce dossier prenne ses responsabilités.

Je ne vous cache pas qu'au niveau du Consorcio Bidasoa-Txingudi, nous n'avons pas une position unanime sur le sujet. Le Maire d'Hondarribia partage mon point de vue (et il s'est récemment exprimé dans la presse de façon particulièrement ferme) mais celui d'Irun a évolué dans ses prises de position puisqu'il s'est prononcé favorablement pour le projet d'allongement de la piste…

Quelle a été et quelle est l'attitude de l'État français, co-décisionnaire avec l'État espagnol, de ce projet ?

Je crois qu'il y a désormais, de la part des autorités françaises, une réelle prise de conscience de l'importance du dossier, et des risques que représente l'activité aérienne de l'aéroport d'Hondarribia. Encore récemment, le Préfet est resté ferme, lors d'une nouvelle réunion de la commission mixte qui s'est tenue à Bayonne le 28 juin dernier, sur l'exigence du strict respect de l'Accord de 1992 concernant à la fois le nombre maximum de mouvements quotidiens et la nécessité d'un accord préalable de la France pour tout changement concernant les modes de desserte de cet aéroport. Il a aussi relayé des modifications d'ordre technique que j'avais proposées concernant les procédures de décollage et d'atterrissage (permettant notamment de limiter les nuisances sonores sur Hendaye). Il est également conscient de la dimension environnementale du dossier ; il ne faut pas oublier que nous nous trouvons dans une zone écologique sensible qui fait l'objet de différentes mesures de protection régionales, nationales, européennes et internationales (Natura 2000, Directive Habitats et Oiseaux, convention internationale Ramsar), ce qui, en principe, devrait rendre incompatible tous travaux d'allongement de la piste !

Malgré cette évolution de l'État français, je crains que les autorités espagnoles et basques ne continuent à avancer sur ce dossier sans mener les démarches d'information et de concertation préalables auxquelles elles sont tenues, ne serait-ce qu'en vertu du droit internationa.

C'est pourquoi, je reste très vigilant sur le sujet, et j'alerte régulièrement les autorités préfectorales et l'aviation civile sur la moindre information ou évolution dont j'aurais connaissance.

Quelles sont, selon vous aujourd'hui, les complémentarités existantes entre les aéroports de Biarritz - Parme et d'Hondarribia ?

Aujourd'hui, à ma connaissance, je ne pense pas que les deux aéroports travaillent ensemble. Je crois que, récemment, une ligne de bus a été mise en place par la Diputacion de Gipuzkoa, reliant Donosti à Biarritz et permettant ainsi d'assurer l'acheminement des voyageurs d'Hegoalde souhaitant prendre l'avion à l'aéroport de Biarritz - Parme.

Au-delà, un des problèmes de fond de ce dossier est qu'il n'a jamais été appréhendé dans sa véritable dimension, à savoir dans une vision d'ensemble et transfrontalière, prenant en compte le fait qu'existent un autre aéroport à Biarritz, distant de moins de 50 km, ainsi que trois autres aéroports à moins d'une heure d'accès (Bilbao, Vitoria-Gasteiz et Pampelune).

Je me souviens également que lors de la campagne des régionales, certains candidats avaient indiqué qu'il ne fallait pas attendre qu'une catastrophe intervienne et qu'il convenait d'instaurer un véritable dialogue transfrontalier sur les différents problématiques liées aux déplacements, à la fois les sujets consensuels mais également ceux qui fâchent. Ainsi, ils proposaient que l'aéroport d'Hondarribia soit fermé aux vols commerciaux et qu'il se consacre à des vols privés ou d'affaires et qu'une véritable complémentarité soit établie avec celui de Biarritz qui deviendrait ainsi un aéroport « bi-national ».

Force est de constater également que la Communauté Autonome Basque semble avoir du mal à établir une approche globale (nationale diraient certains !) de son développement aéroportuaire, chaque province tenant absolument à avoir son aéroport. On le voit très bien pour l'aéroport d'Hondarribia où le lobbying des milieux économiques est très prégnant… sans parler des surenchères politiques que l'on peut de temps en temps deviner (notamment entre le Gouvernement basque et la Diputacion de Gipuzkoa…).

Et surtout, je suis persuadé que l'arrivée prochaine du « Y basque » va considérablement changer la donne et installer une concurrence sans comparaison (tant en termes de prix que du point de vue pratique) ; ce qui va poser clairement la viabilité de cette infrastructure aéroportuaire dont la principale fonction est aujourd'hui de relier Donosti à Madrid et Barcelone. Et sur ce point, je ne peux que partager l'analyse d'Aitor Kerejeta, Maire d'Hondarribia (EAJ-PNB), qui est monté au créneau il y a quelques jours, en s'interrogeant sur la nécessité d'allonger la piste de l'aéroport et en se demandant s'il était bien opportun de prendre des risques écologiques pour un résultat économique plus qu'incertain.

Croyez-vous et souhaitez-vous à terme, un aéroport de l'Eurocité Baiona - Donosti ? Si oui, pourquoi ?

Il faut savoir qu'en 1999, le Livre Blanc (en quelque sorte le document fondateur) de l'Eurocité Baiona-Donosti estimait qu'il n'était pas logique de faire coexister deux aéroports dans une agglomération de taille moyenne telle que la nôtre (environ 600 000 habitants) et évoquait l'hypothèse d'un seul aéroport basé à Biarritz.

En 2004, une étude prospective sur les infrastructures de transport de l'Eurocité basque posait clairement la question de la viabilité et de l'opportunité de maintenir à terme l'aéroport d'Hondarribia compte tenu de l'arrivée de la ligne ferroviaire à grande vitesse et de la valeur écologique du site de la Baie de Txingudi.

Aujourd'hui, au sein de l'Agence Transfrontalière de l'Eurocité (dont Hendaye est membre via le Consorcio Bidassoa-Txingudi et la Communauté de Communes Sud Pays Basque), nous travaillons à l'actualisation de cette étude sur les infrastructures. Pour le moment, le sujet de l'accès aéroportuaire a été mis de côté, mais je ne désespère pas qu'un jour, le sujet soit mis sur la table pour y être abordé sereinement et à la bonne échelle.

Comme vous le voyez, le dossier de l'aéroport d'Hondarribia est un sujet très complexe dans lequel c'est, me semble-t-il, la politique des petits pas qui doit prévaloir. Et, je suis persuadé qu'un jour, tous les décideurs concernés se rangeront à l'idée d'un seul aéroport pour cette agglomération transfrontalière que constitue l'Eurocité… c'est, tout simplement, le bon sens et le sens de l'Histoire !

Bilbo et l'expo de Shanghai



Iñaki Azkuna, maire de Bilbao, a assisté au sommet final de l'Expo Universelle de Shanghai, qui marque la clôture d'une expo qui a duré 6 mois. L'espace dédié à Bilbao a reçu la visite de 1,3 millions de personnes. Tout un succès. *« Il faut être présent dans ce genre d'acte. Si tu n'y es pas, tu n'existes pas »* dit le maire de Bilbao. Il a relevé plusieurs indices de succès du stand de Bilbao. Par exemple le fait que les autorités des 16 districts de Shanghai sont tous venus voir le stand durant ces 6 mois. *« La ville est en train d'additionner des choses qui vont lui donner une bonne renommée. Une grande nation comme la Chine est venue nous voir pour examiner « la régénération de Bilbao ». Et cela après le prix Nobel des villes que nous a donné Singapour. Maintenant je voudrais que nous soyons présents à l'expo suivante à Milan et avoir une bonne relation avec cette ville ».* Azkuna et Bilbao ne manquent ni de perspective ni d'audace.

Olano et la Diputation de Gipuzkoa :

Depuis 2007, année de son élection comme Diputado general de Gipuzkoa, Markel Olano a beaucoup travaillé et imposé une nouvelle façon de diriger en commun avec d'autres sensibilités politiques. C'est ce qui est ressorti lors du débat annuel de politique générale des Juntas de Gipuzkoa (le Parlement face à la Diputation qui est l'éxécutif) où il a réclamé encore le Droit à Décider. Ainsi il a dû donner des explications sur la plate forme Gipuzkoa Aurrera (Diputation, Adegi (organisation patronale), Kutxa, Chambre du Gipuzkoa, la corporation Mondragon et la Mairie de Donostia) qui l'aide à gérer les différents aspects de sa politique : *« ce sont des groupes qui participent à toutes les activités de la province y compris le sport et l'euskara »* a-t-il répondu. *« Olano a géré de façon responsable, rigoureuse et efficace »* a déclaré Asier Aranbarri, porte-parole d'EAJ-PNB. Il souligne comme réussite : la gestion des déchets, le soutien apporté à la production, et la mise en marche des nouvelles infrastructures routières. Hamaikak bat allié d'EAJ-PNB l'a soutenue également. Depuis le début de l'été, l'autoroute de contournement de Donosti est particulièrement appréciée aussi par les voyageurs venant d'Iparralde. Contourner Donosti par une deuxième autoroute pour aller à Bilbo, Pampelune ou Gasteiz est une merveille de fluidité. En attendant Iparralde est depuis 10 ans incapable de débloquer la 3ème voie sur l'A63.



Markel Olano, député général du Gipuzkoa

Docteur Ibarretxe

J. J. Ibarretxe a présenté sa thèse d'économie au campus de Donosti le 25 octobre (date fatidique de la perte des fueros mais en même temps date du recouvrement du Statut d'Autonomie) : *« Principe éthique, principe démocratique et développement humain durable : fondements pour un modèle démocratique »,* tel en était le titre avec 644 folios présentés en euskara, espagnol et anglais en ¾ d'heures. Le jury lui a donné à l'unanimité la meilleure qualification : mention « Cum Laude ». Il a reçu une ovation des nombreux présents. C'est le résultat de son travail de professeur dans les universités de Porto Rico, Connecticut, Cuzco, Barcelone et République Dominicaine.

La diputacion de Guipuzcoa (Marquel Olano) lui avait organisé ensuite au « Kubo » du Kursaal une rencontre avec ses amis. Il lui proclama « le droit à décider » du peuple basque. Il y a défendu « les droits historiques » qui ne sont pas une chose du passé et nécessitent des racines (le passé) et des ailes (le futur). *« Si pour avoir une voix en Europe je dois être un État… moi je veux être un État »*

Nous aurons l'occasion de revenir sur la pensée si riche et si actuelle de l'ex lehendakari. Il a fait publier avec l'aide du journaliste Ordozgoiti, ses mémoires politiques : « Geroa gurea da » - « El futuro nos pertenece » en espagnol (Éditions Albertdamien). Un livre à lire au plus vite.

Ibarretxe à Bruxelles

L'ex Lehendakari Ibarretxe est devenu professeur d'économie itinérant dans diverses universités d'Amérique (Nord et Sud). Le groupe des députés européens de ALDE (libéraux démocrates britanniques + PDE) lui ont demandé de venir s'exprimer au Parlement européen de Bruxelles sur ses recettes dans le domaine économique : comment a-t-il réussi à hisser Euskadi dans les 3 meilleurs régions économiques en Europe.

Il a repris son slogan bien connu : pratiquer le I (investigation pour Recherche) + D (développement) + i (innovation) + K. Cette lettre K pour « Kultura » (culture) est une nouveauté. Il a insisté sur le fait *« qu'approfondir l'identité est la grande garantie d'un développement économique sain »*. Milesker Juan José ! Est- ce que les dirigeant français sont ouverts à une vision du développement économique par les Régions Européennes. Nous en doutons fortement.

R. Kanblong



Exigeons un “droit de regard” et un “droit d’ingérence” sur nos services publics

Les services publics structurent le territoire. Leur implantation, leur répartition, leur organisation, leurs conditions d'accès sont donc fondamentales pour le Pays Basque.

Les services publics, qui recouvrent des équipements ou des politiques répondant à des besoins d'intérêt général, sont pris en charge par des organismes publics ou, sous forme de concession, par des organismes privés. Ils sont également indispensables à la cohésion sociale et territoriale d’un pays. La Collectivité territoriale du Pays Basque (CTPB), qu’EAJ-PNB appelle de ses voeux, sera un partenaire et un acteur prioritaire de ces services publics.

L’enjeu est double à travers la Collectivité territoriale du Pays Basque

Dans le cadre de cette “CTPB”, l’enjeu est double : obtenir “la main”, c’est à dire la compétence d’organisation et de gestion, sur les services publics locaux (relevant actuellement et pour partie, de la Région Aquitaine ou du Département des Pyrénées atlantiques), et disposer d’un véritable droit de regard et d’intervention sur les services publics nationaux présents en Iparralde.

En ce qui concerne les "grands services publics", d'envergure nationale, ceux-ci dépendent de centres de décision extérieurs au Pays Basque, relevant directement de l'État (Éducation nationale, culture, santé, trésor public, justice par exemple), mais bien souvent d'entreprises ou d'établissements publics (université, pôle Emploi, La Poste, SNCF/RFF, ASF…). Indépendamment de la nécessité de “régionaliser” ou non à l’avenir certains de ces grands services publics d’État, comme l’Éducation nationale par exemple ou le Pôle Emploi, nous devons dès aujourd’hui exiger une sorte “devoir d’ingérence” lorsque l’intérêt du Pays Basque nord est en jeu.

Mieux résister aux logiques libérales

Prisonniers de logiques libérales de démantelement ou de privatisation, les "grands services publics" sont mis à mal. La qualité du service rendu, l'accessibilité des équipements ou des prestations au plus grand nombre, notamment en milieu rural ou dans les banlieues, l'adéquation aux territoires, sont autant de priorités qui s'effacent devant les impératifs de rentabilité.

Fermetures de classes scolaires, de cycles d'enseignement, de bureaux de poste, de maternité ou d'unités de soin, aménagements routiers, LGV, aéroports… Le Pays Basque ne peut se payer le luxe de décisions extérieures, parfois purement comptables ou financières, qui mettent en cause l'aménagement de son territoire ou sa cohésion sociale.

Les grandes décisions affectant l'organisation et l'implantation des services publics d'échelle nationale ne peuvent plus être prises au mépris de l'avis et de l'intérêt des habitants du Pays Basque. Les élus et les forces économiques de ce pays doivent être obligatoirement consultés en amont de telles décisions. L'existence d'une Collectivité territoriale du Pays Basque permettra d'assurer le respect de cette consultation.

Pour une “conférence territoriale des services publics”

Le projet institutionnel de Collectivité territoriale du Pays Basque, tel que proposé par EAJ-PNB, prévoit donc :

- Une "Conférence territoriale des services publics", qui regroupera, sous la co-présidence de l'État et de la “CTPB”, les représentants des intercommunalités (communautés de communes, communauté d'agglomération BAB), et les établissements, agences ou entreprises publiques concernées (Agence régionale hospitalière, université, pôle emploi, SNCF, France Telecom, La Poste, entreprises concesssionnaires…). Elle comptera également avec la présence des Communautés autonome et forale d'Euskadi et de Navarre ou des députations forales concernées.

- La saisine obligatoire de cette "Conférence territoriale des services publics" sur tout projet de suppression, de modification ou de réorganisation susceptible d'affecter tout ou partie du terrritoire du Pays Basque. Elle émettra un avis public, préalable à toute décision définitive.

La Conférence territoriale des services publics émettra également un avis préalable à tout projet de convention ou de partenariat relatif à l’implantation de ces services en Pays Basque, entre les différents acteurs publics concernés, comme dans l’hypothèse des anciens contrats de plan État-Région ou des contrats d’objectifs entre l’État et Réseau Ferré de France par exemple.

L’avenir de nos services publics est une affaire trop sérieuse pour que la population du Pays Basque, à travers la future Collectivité territoriale spécifique notamment, soit tenue à l’écart des orientations et des grandes décisions la concernant.

Manu

Déclaration commune sur le projet de réforme territoriale 26 septembre 2010

Réunis à Saint-Jean-de-Luz / Donibane Lohizun, à l'occasion de l'Alderdi Eguna, les représentants des mouvements

Unser Land (Alsace)
Parti Breton / Strollad Breizh (Bretagne)
Convergència Democràtica de Catalunya (Catalogne)
Ligue Savoisienne / Savoie Europe Liberté (Savoie)
Euzko Alderdi Jeltzalea / Parti Nationaliste Basque (Pays Basque)

communiquent :

Le projet de réforme territoriale, actuellement en cours de discussion au Parlement, est l'illustration, une fois de plus, d'une réponse globale et uniforme aux situations et aspirations différentes de nos territoires.

Si elle devait être appliquée en l'état, la réforme serait une régression de la décentralisation et de la démocratie locale. Elle s'inscrit dans un climat général de défiance vis à vis des pouvoirs locaux et d'amputation de l'autonomie fiscale. Ce projet voulu par le président Sarkozy n'a d'autre but que de transformer les collectivités territoriales en « guichets » dociles de l'État défaillant. Présenté comme une réponse à un double souci légitime de simplification administrative et de bonne gestion de l'argent public, ce projet, usine à gaz d'essence faussement comptable mais véritablement jacobine, produira des effets inverses aux résultats escomptés.

Sur le plan des finances publiques, le projet de loi ne supprime aucun étage du millefeuille français mais le complexifie encore en instituant des « métropoles régionales ». Il renforce le pouvoir de l'administration centrale et des préfets. Or, le modèle centralisé a démontré son incapacité à maîtriser les finances publiques.

Sur le plan de la démocratie locale, ce projet de réforme, en annonçant la disparition de la « clause générale de compétence » pour les Régions et Départements, relèguera ces collectivités au rang de simple prestataires spécialisés pour le compte de l'État. C'est le recul du peu d'autonomie locale que protège pourtant la Constitution.

La création des « conseillers territoriaux », loin de favoriser la démocratie de proximité, brouille l'image des Régions et des Départements et institutionnalise le cumul des mandats. Parallèlement, les « pays », qui avaient tant fait pour organiser les solidarités territoriales en milieu rural, notamment en Bretagne et en Pays Basque, sont menacés de disparition.



Artur Mas, leader de Convergencia Democratica de Catalunya

Toutefois le projet comporte quelques dispositions intéressantes, notamment, pour l'Alsace et la Savoie la possibilité de fusionner les départements et de créer une collectivité territoriale unique.

Nous avons connu par le passé des rendez-vous ratés de la régionalisation, notamment en 2004. Cette fois, le Gouvernement organise délibérément sa régression, à contre-courant du mouvement général en Europe. À l'heure où tous les pays européens renforcent leurs pouvoirs locaux, la France s'engage dans une réforme d'inspiration archaïque et partisane.

C'est la raison pour laquelle les mouvements signataires, représentant les territoires historiques d'Alsace, Bretagne, Catalogne, Pays Basque et Savoie, proposent que la France s'engage dans la voie d'une vraie régionalisation et mette en place des pouvoirs locaux vraiment autonomes.

En particulier, nous réclamons pour nos territoires, la mise en œuvre des libertés nouvelles prévues par les articles 72 à 75 de la Constitution, notamment la création de collectivités territoriales uniques et de collectivités à statut particulier.

- Alsace : fusion des départements Haut-Rhin et Bas-Rhin avec la région Alsace et création d'une collectivité territoriale unique.

- Bretagne : réunification administrative du département de Loire Atlantique avec la région administrative de Bretagne ainsi que la fusion des cinq départements bretons au sein d'une seule entité administrative et politique : l'institution bretonne.

- Catalogne : transformation du département des Pyrénées Orientales en collectivité à statut particulier

- Savoie : fusion des deux conseils généraux Savoie et Haute-Savoie en une seule assemblée exerçant également les compétences régionales.

- Pays Basque : création de la collectivité territoriale « Pays Basque » autour de la fusion du département et de la région sur ce territoire, assortie du droit à l'expérimentation.

Lurralde erreformaren proiektuari buruzko adierazpen amankomuna 2010eko Buruilaren 26an

Donibane Lohitzunen bilduak, gure mugimenduen ordezkariek

Unser Land (Alzazia)
Parti Breton / Strollad Breizh (Bretania)
Convergència Democràtica de Catalunya (Katalunia)
Ligue Savoisienne / Savoie Europe Liberté (Saboia)
Euzko Alderdi Jeltzalea / Parti Nationaliste Basque (Euzkadi)

jakinarazten dute :

Lurralde erreformaren proiektua, gaur eztabaidan legebiltzarrean, behin baino gehiagotan erakusten du erantzun orokor eta berdintsu bat dela gure lurraldeen nahikunde eta aldarrikapen ezberdinen aintzinean



Des militants du Parti Breton défilent à l'occasion de l'Alderdi Eguna

Den bezala onartua bada, aldaketa hori erregresio bat litaike dezentralizazio eta tokiko demokraziari begira. Mesfidantzaren egoera orokor batean kokatzen da tokiko poderei buruz eta autonomi fiskala murrizketa batean. Proiektu hori Sarkozy lehendakaria jaunak bultzaturik ez du beste helbururik : Lurralde Erakundeak bilakatzea Estado eri baten tokiko ordezkari xumeak. Administrazio simplifikatze eta diru publikoaren kudeantza on baten griña baten ondotik aurkeztua izan bada ere, proiektu konplexu hori kudeaketa izpiritu faltsu bat bultzaturik bainan egiazki jakobinoa, lortu nahi diren emaitzetaz beste ondorio kontrakorrak bultzatuko ditu.

Diru publikoei begira, lege proiektu hori ez du frantses « millefeuille » ari deusik kentzen. Alderantziz, konplexago bilakatzen du oraindik « herrialde metropoloak » sortuz. Prefeten eta administrazio zentralaren poderea azkartzen du. Alta, eredu desentralizatuak argiki erakutsi du bere gaitasun eza finantza publikoak menperatzeko.

Tokiko demokraziari buruz, aldaketa egitasmo hori, « gaitasunen salbuespen orokorra » ren desagerpena Herrialde eta Departamenduentzat, Kolektibitate horiek bilakatzen ditu zerbitzu berezitu xume batzuen heinean Estadoarentzat. Tokiko autonomi batzen atzerapena da, Konstituzioak zaintzen duena alta.
« Lurralde konteilari » en sortzeak, tokiko demokrazioa azkartuz ordez, Herrialde eta Departamenduen irudia nahasten ditu eta kanrguen metatzea onartarazten. Denbora berean, « herriak » lurralde elkartasunen alde hainbeste ekargarri izan zirenak bereziki Bretanian eta Iparraldean, desagertze arriskuan dira.

Halarik ere, proiketu hori aintzinatze interesgarri batzu baditu, bereziki, Alzazia eta Saboiarentzat, departamanduen bateratze gaitasunarekin Lurralde Erakunde bakar bat sortuz.

Lehen, herrialdetzearen hitzordu galduak ezagutu ditugu, bereziki 2004ean. Aldi huntan, gobernuak bere erregresio antolatu bat sortzen du, Europaren mugimendu orokorraren kontra. Europako herriek beren tokiko podereak azkartzen dituzten momentoan, Frantzia erreforma arkaiko eta alderdikoia batean sartzen da.

Horretarako, Saboia, Euzkadi, Katalunia, Bretania eta Alzazia lurralde historikoak ordezkatzen dituzten mugimendu izenpetzaileek proposatzen dute Frantzia sar dadila egiazko herrialdetzearen bidean eta tokiko podere zinez autonomak eraiki dezan.

Bereziki, gure lurraldeentzat aldarrikatzen dugu, askatasun berrien xutik ezartzeak Konstituzioko 72tik 75ra arteko artikuluetan aurreikusiak, bereziki Lurralde Erakunde bakarren eta estatu berezien Erakundeak.

- Alzazia : Haut-Rhin eta Bas-Rhin departamenduen bateratzea Alzazia Herrialdearekin eta lurralde Erakunde bakar baten sortzea.
- Bretania : Loire Atlantikako departamenduaren elgarretaratze administratiboa Bretania Herrialde administratiboarekin, bost departamendu bretoin-en bateratzea erakunde administratibo eta politiko bakar batean : bretoin instituzioa.
- Katalunia : Pyrénées Orientaleko departamenduaren aldaketa Estatu berezi baten Erakunde batean
- Saboia : Saboia eta Saboia Handia Kontseilu Orokorren bateratzea asamblada bakar batean herrialde baten gaitasunekin.
- Euzkadi : « Iparralde » lurralde Erakundearen sortzea departamendu eta herrialde gaitasunen bateratzearekin, esperimentazio eskubidearekin.

Histoire du nationalisme basque

Par Jean-Claude Larronde

L'odyssée du Président Aguirre (1940-1941)

Nous avons vu (Lema n°150) comment le Président Aguirre et sa famille furent surpris par l'offensive allemande du 10 mai 1940 alors qu'ils se trouvaient en Belgique, à quelques kilomètres à peine de la frontière française. José Antonio Aguirre se sépare de sa famille et est obligé de se cacher en Belgique, seul. Au début de juin 1940, il est à Bruxelles où il reçoit l'aide d'un jésuite basque, le Père Chalbaud qui le cache au collège Saint François Xavier. Il part ensuite pour Anvers. Il va obtenir dans cette dernière ville un soutien qui s'avère décisif : celui du consul du Panama, Germán Guardia Jaén qui lui fournit un passeport panaméen au nom de José Andrés Alvarez Lastra (les mêmes initiales que José Antonio Aguirre Lecube), docteur en droit et propriétaire terrien dans la province de Chiriqui au Panama. Il se met des lunettes et se laisse pousser la moustache.

Après avoir passé les vacances de Noël avec sa famille, en Belgique, à Louvain, il pense que le seul endroit où ne vont pas le chercher les nazis, c'est au cœur même de l'Allemagne, dans sa capitale, Berlin. Il risque gros et il connait le sort tragique de son ami, le Président Catalan LLuis Companys, réfugié en France, arrêté par la Gestapo, remis aux franquistes et fusillé à Barcelone le 15 octobre 1940.

À Berlin

Le 12 janvier 1941, le Président Aguirre est à Berlin. Il est toujours aidé par le consul du Panama Guardia Jaén et surtout par Roberto Despradel, ambassadeur de la République Dominicaine à Berlin. Il vit seul dans un modeste hôtel durant quatre mois. Ses seules fréquentations sont l'ambassadeur Despradel



La famille Aguirre

et quelques représentants du corps diplomatique sud-américain. Les journées se passent dans d'interminables démarches pour obtenir des visas nécessaires pour lui et sa famille. Son épouse Mary et ses enfants Aintzane (6 ans) et Joseba (3 ans) le rejoignent en effet à Berlin le 14 mai. Le 23 mai, c'est le départ pour le port de Göteborg, en Suède. De nouveau, de pénibles démarches administratives attendent la famille Aguirre pour l'obtention de visas et de billets pour un bateau à destination de Rio de Janeiro.

Vers l'Amérique

Grâce à l'aide financière de son ami Manuel de Ynchausti qui lui envoie depuis New-York tout l'argent nécessaire et grâce à l'aide sur place d'un employé de l'agence de voyages de Göteborg, du nom de Persson, il peut enfin embarquer le 31 juillet 1941 avec son épouse et ses enfants. Il n'y a en tout que huit passagers et le voyage n'est pas sans risque à cause des avions et des sous-marins allemands. Le voyage se déroule cependant sans histoire et dure près d'un mois. Le 27 août 1941, c'est enfin l'arrivée à Rio de Janeiro avec la joie que l'on devine. Les prochaines étapes seront toujours par mer Rio Grande (3-7 septembre 1941), puis par train l'Uruguay. Le 9 octobre, dans le premier village uruguayen, Rio Branco, José Antonio Aguirre se rase la moustache et se déclare à lui-même : « Agur, docteur Alvarez et merci beaucoup ». Son arrivée à Montevideo suscite une énorme curiosité : journalistes, rencontres avec les membres du gouvernement uruguayen et même réception par le Président de la République. C'est ensuite la capitale argentine, Buenos Aires (16 octobre) où il reçoit le même accueil enthousiaste, avec en outre une grande fête au Centre Basque, Laurak Bat. C'est ensuite par bateau, les voyages Montevideo – Trinidad et Trinidad – Puerto Rico, par avion Puerto Rico – Miami et par train Miami – Philadelphie. Enfin, le 6 novembre 1941, il est à New-York où l'attendent à la gare ses amis Manuel de Ynchausti et Manu Sota. La famille Aguirre va enfin pouvoir se reposer de toutes ses émotions, dans la maison des Ynchausti, dans la banlieue de New-York à White Plains.

Jean-Pierre Ibarboure : « On représente un Pays Basque ouvert »



Jean Pierre Ibarboure, élu depuis 1995 et actuellement adjoint au maire d'Ascain revient sur quelques points d'actualité et livre ses impressions sur quelques thèmes.

Quelle a été l'influence des élus d'EAJ-PNB, dans la promotion de notre projet institutionnel ?

Il y a plus d'un an qu'EAJ PNB contribue au débat institutionnel. La grande majorité des élus et des forces économiques sont favorables à une institution pour le Pays Basque.
Lors de la campagne des élections régionales de mars 2010, le thème autour de la Région Basque pour tous, Bai Euskal Lurraldeari nous a apparu tout naturel.
Une commission "Collectivité Territoriale" a été créée en août 2010 au sein du Conseil d'Administation du Biltzar des Communes présidée par Christine Bessonart, maire de Senpere/Saint-Pée-sur-Nivelle. J'ai l'honneur d'y figurer avec, notamment, Jean Tellechea, conseiller municipal d'Urrugne. Une première présentation y a été réalisée par 2 membres du bureau de l'Alderdi. Le projet de Collectivité Territoriale présenté s'articule notamment autour de 3 axes principaux :

- L'expérimentation pour aller vers plus d'autonomie
- La refonte de la carte électorale, 3 circonscriptions, 2 sénateurs et dans le cadre des élections Européennes, la Collectivité Territoriale du Pays Basque pourrait intégrer une circonscription électorale comprenant la Communauté Autonome d'Euskadi et la Communauté Forale de Navarre.
- Un Préfet en Pays Basque dans un souci de simplification administrative, de proximité et de maintien des services publics au Pays Basque.

Par ailleurs, le Biltzar des Communes participe aux travaux de réflexion menés par le Conseil des Élus et le Conseil de Développement.

EAJ-PNB a défendu une position spécifique sur le thème de la LGV, réfléchie en lien avec les élus de l'Alderdi. A-t-elle été comprise ?

Un sujet qui fait débat depuis plusieurs mois et qui fait descendre la population dans les rues de Bayonne ou d'Hendaye en ce qui nous concerne.
L'idée consistant à opposer les pro-LGV du secteur économique par exemple et les anti-LGV des associations de défense de l'environnement d'autre part, est très simpliste et ne correspond pas à la réalité du terrain.
Il est vrai que la gestion de ce dossier a été calamiteuse par le seul fait d'un pouvoir de décision centralisé dans un semblant de concertation. À l'origine, le Comité de Pilotage était composé de personnalités tout à fait respectables mais d'aucun responsable du Pays Basque.
Que veut-on pour le Pays Basque ?
La connection à la grande vitesse européenne serait un facteur de développement indéniable.
La pertinence supposée d'une voie nouvelle ne doit faire oublier l'aménagement de la ligne existante moins impactante pour l'environnement et pour les finances publiques.
Beaucoup de questions sans réponses : seuil de saturation, faisabilité technique, prévisions du trafic, choix stratégique au lendemain du Grenelle de l'Environnement…

Qu'apporte de spécifique un élu jeltzale, au sein de son Conseil municipal ?

Une conscientisation basque dans plusieurs domaines comme la culture, l'euskara.
L'idée de développer l'appartenance à un Pays… Basque dans le respect des règles démocratiques, non violentes est très gratifiante.
Le conseil municipal est pluriel, il faut en tenir compte. EAJ PNB est un parti ouvert par tradition.

Quels thèmes souhaitez-vous traiter en priorité ?

L'utilisation de l'euskara dans la vie publique. C'est le thème favori des Jeltzale en particulier et des abertzale en général dans l'esprit d'une reconnaissance officielle.
Et d'autres thèmes de compétence municipale comme les affaires sociales, l'environnement; l'urbanisme et le patrimoine.

RENSEIGNEMENT ET ABONNEMENT

25, rue Thiers Karrika - 64100 BAIONA - tél. 05 59 46 15 34 -
fax 05 59 59 54 84 - e-mail : contact@eaj-pnb.eu - site : http://www.eaj-pnb.eu
Heures de permanence : du lundi au vendredi de 9 h à 13 h et de 14 h à 17 h

EAJ PNB
Euzko Alderdi Jeltzalea - Parti Nationaliste Basque

ABONNEMENT ANNUEL 20 EUROS Responsables des Biltzar : Bayonne-Anglet-Biarritz, **Ramuntxo Camblong** 06 19 97 15 75 **rxocamblong@hotmail.fr** - Basse-Navarre-Soule, **Paco Arizmendi** 06 80 88 55 85 - Hendaye, **Marinette Aprendisteguy** 05 59 20 73 31 - Labourd intérieur, **Dany Camblong** 06 82 82 86 12 **daniel.camblong@wanadoo.fr** - Saint-Jean-de-Luz, **Koldo Etxeberria** 05 59 26 11 62 **errotxapea@free.fr**

100 % PAPIER RECYCLÉ
Imprimé sur papier recyclé